

**Réponse de l'AFIEG à la Consultation publique du 27 mars 2019 n°2019-005 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel**

**Q1: Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ? (page 17)**

L'AFIEG est très favorable à l'alignement des calendriers d'entrée en vigueur des tarifs ATRD de GRDF et des autres ELD.

Les évolutions de structure ayant un impact fort sur la facture de certains clients sont susceptibles de poser des questions d'acceptabilité importantes. Pour ces évolutions, l'AFIEG souscrit à la proposition de la CRE consistant à décaler leur mise en œuvre au 1er juillet 2022.

En revanche l'AFIEG souligne l'importance que ces évolutions soient anticipées par les ELD, dont la CRE a déjà souligné à plusieurs reprises les retards en matière de système d'information, ce qui entrave le développement de la concurrence sur le marché de la fourniture dans les zones de distribution des ELD. Les systèmes d'information des ELD devront permettre l'application de la nouvelle structure à sa date de mise en œuvre.

**Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ? (page 18)**

Oui

**Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ? (page 19)**

LA CRE étant mieux placée que les fournisseurs pour analyser l'opportunité de baisser ce seuil, l'AFIEG s'en rapporte à la décision de la CRE sur ce point.

L'AFIEG note toutefois qu'il serait pertinent d'attendre la remontée suffisante de données Gazpar avant de prendre cette décision.

**Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ? (page 19)**

Sur le principe oui, mais l'AFIEG s'en rapporte à la décision de la CRE sur ce point.

L'AFIEG note toutefois qu'il serait pertinent d'attendre la remontée suffisante de données Gazpar avant de prendre cette décision.

**Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ? (page 20)**

L'AFIEG s'en rapporte à la décision de la CRE sur ce point.

L'AFIEG note toutefois qu'il serait pertinent d'attendre la remontée suffisante de données Gazpar afin d'affiner le seuil de scission.

**Q6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ? (page 20)**

L'AFIEG s'en rapporte à la décision de la CRE quant à l'évolution des seuils.

Si les seuils devaient évoluer, l'AFIEG souhaite qu'en tout état de cause les coûts de distribution soient alloués de telle sorte que les différentes catégories de consommateurs paient leur utilisation des réseaux à hauteur des coûts qu'elles induisent sur ces réseaux.

**Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ? (page 21)**

Oui, afin que les tarifs reflètent au plus près les coûts générés par les consommateurs respectifs.

L'AFIEG alerte toutefois sur les enjeux d'acceptabilité d'un rééquilibrage conduisant à alourdir la facture des clients T3. Dès lors, si un tel rééquilibrage devait être mis en œuvre, il serait indispensable qu'il s'inscrive dans un calendrier de long terme permettant de lisser ses effets.

**Q8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ? (page 23)**

L'AFIEG est plutôt favorable sur le principe, mais s'en rapporte à la décision de la CRE sur ce point.

L'AFIEG alerte toutefois sur les enjeux d'acceptabilité d'une différenciation conduisant à alourdir la facture des clients les plus modulés. Dès lors, si une telle réforme devait être mise en œuvre, il serait indispensable qu'elle s'inscrive dans un calendrier de long terme permettant de lisser ses effets.

**Q9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ? (page 23)**

L'AFIEG n'y est a priori pas favorable dans la mesure où cela apporterait une complexité inutile pour cette typologie de consommateurs.

Toutefois le système de réservation de capacités pourrait être proposé à cette catégorie de consommateurs à titre optionnel, par exemple pour les consommateurs ayant une CAR proche de 5 GWh et qui pourraient à leur demande passer dans un schéma à souscription de manière à pouvoir optimiser leurs dépassements à l'instar des consommateurs T4.

**Q10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ? (page 23)**

L'AFIEG est y défavorable dans la mesure où cela risquerait de contrevenir au principe de détermination des tarifs sur la base des coûts générés par les consommateurs, d'où le risque de subventions croisées entre différentes catégories de consommateurs.

**Q11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ? (page 24)**

L'AFIEG y est favorable.

**Q12 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure des tarifs ATRD ? (page 24)**

Si les structures de tarifs de distribution devaient évoluer, l'AFIEG souhaite qu'en tout état de cause les coûts de distribution soient alloués de telle sorte que les différentes catégories de consommateurs paient leur utilisation des réseaux à hauteur des coûts qu'elles induisent sur ces réseaux, et que le risque de subventions croisées entre différentes catégories de consommateurs soit circonscrit.